



PRÉFET DE LA SOMME

Préfecture de la Somme

Direction des Affaires Juridiques
et de l'Administration Locale

Bureau de l'Administration
Générale et de l'Utilité Publique

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
GAEC DU CHENE POUILLEUX à EPAUMESNIL
Mise en demeure

ARRETE DU 18 DEC. 2017
Le Préfet du département de la Somme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant Monsieur Jean Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Philippe DE MESTER, Préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L. 512-5 ; L. 512-7 ; L. 512-10) du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 27/02/2003 à la société GAEC DU CHÊNE POUILLEUX pour l'exploitation d'une carrière de craie sur le territoire de la commune de ÉPAUMESNIL à l'adresse suivante « Les Rideaux vers Étrejust » concernant notamment la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;

Vu l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 27/02/2003 susvisé qui dispose : « Les bords des excavations devront être établis et tenus à une distance horizontale de 10 mètres au moins du périmètre autorisé et des routes » ;

Vu l'article 29 de l'arrêté préfectoral du 27/02/2003 susvisé qui dispose : « Les bornes pour délimiter les périmètres de la carrière seront maintenues en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site » ;

Vu l'article 30 de l'arrêté préfectoral du 27/02/2003 susvisé qui dispose : « L'accès de toute zone dangereuse et du carreau de la carrière devra être interdit par une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent, qui sera continue aux endroits où un accès est matériellement possible ; elle sera régulièrement surveillée et entretenue aux frais de l'exploitant.

Des pancartes placées d'une part sur le chemin d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées signaleront le danger» ;

Vu l'article 31 de l'arrêté préfectoral du 27/02/2003 susvisé qui dispose : « L'exploitant établit un plan à l'échelle 1/2500ème. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50m,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau ou d'altitude des points significatifs,
- les zones remise en état,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et la salubrité publique.

Ce plan sera mis à jour au moins une fois par an.» ;

Vu l'article 34 de l'arrêté préfectoral du 27/02/2003 susvisé qui dispose : « Le niveau du carreau de la carrière sera limité à 90 NGF.» ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2017 portant délégation de signature de Monsieur Jean Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 12/12/2017 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite du 13/10/2017, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- les bords des excavations semblent être à environ 10 m du périmètre autorisé mais l'exploitant ne peut pas le démontrer.
- une borne du périmètre d'autorisation a été vue mais les autres sont difficilement visibles, les bornes du périmètre d'extraction sont absentes.
- absence de clôture (ou d'un système d'efficacité équivalente) sur le périmètre d'autorisation.
- absence de pancartes avertissant du danger.
- absence de plan de situation.
- le niveau (côte NGF) de la zone d'extraction ne peut pas être défini par l'absence de relevé topographique.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 17, 29, 30, 31 et 34 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GAEC DU CHÊNE POUILLEUX de respecter les prescriptions dispositions des articles 17, 29, 30, 31 et 34 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Somme,

ARRÊTE

Article 1 – La société GAEC DU CHÊNE POUILLEUX, dont l'adresse est « Le Moulin » à (80140) ÉTRÉJUST, est mis en demeure de respecter les dispositions des articles 17, 29, 30, 31 et 34 de l'arrêté préfectoral du 27/02/2003 en:

- démontrant la présence d'une bande de 10 m (article 17),
 - complétant la présence des bornes (article 29),
 - mettant en place une clôture (ou tout système équivalent) et des panneaux avertissant du danger (article 30),
 - produisant un plan de situation (article 31),
 - produisant un relevé topographique démontrant le respect de la côte de 90 m NGF (article 34),
- dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 –

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R421-1 du Code de la Justice administrative, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et l'inspecteur de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au GAEC DU CHENE POUILLEUX.

Amiens le 18 DEC. 2017

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Jean-Charles GERAY